

Ford à Blanquefort, coûte que coûte

Créé le 26/10/2011 à 03h38 -- Mis à jour le 26/10/2011 à 03h38

0 commentaires



L'usine vit une période de transition : en décembre seuls 150 salariés sur 1 000 auront du travail, selon la CGT — S.ORTOLA/20 MINUTES

économie Les collectivités financeraient FAI, filiale de Ford, à hauteur de 7,5 millions d'euros

«Seuls 680 emplois sur les 1 000 annoncés au départ par Ford sont garantis pour l'instant. Mais nous avons voté favorablement pour l'enveloppe de 7,5 millions d'euros, afin d'envoyer un signal à Ford », explique Joan Taris, conseiller régional et conseiller municipal de Blanquefort, membre de Forces Aquitaines. Le soutien financier des collectivités (région, département et CUB) a été voté lundi en séance plénière, à l'hôtel de région. Seul le parti du front de gauche s'y est opposé. Pour rappel, Ford a repris le site industriel, qui produit des boîtes de vitesses, en 2010 après l'avoir vendu en 2009 à HZ Holding dont les projets de fabrications d'éoliennes ont échoué. Les collectivités s'étaient alors engagées pour éviter une délocalisation de l'activité industrielle en Chine. La direction de Ford estime que ce soutien public constitue la mise en acte du plan d'investissement convenu et ne souhaite pas commenter. « Pour nous c'est profondément insatisfaisant car l'aide avait été calculée sur la base de 1 000 emplois sauvegardés », pointe Philippe Poutou, représentant CGT du site FAI, First Aquitaine Industrie. Mais Francis Wilsius, conseiller régional et ancien secrétaire général du CE de Ford précise que « les subventions seront accordées à condition que les 1 000 emplois soient conservés ». Selon lui, ce serait plutôt 900 emplois garantis avec les cadres et les employés en arrêt maladie. « Il faut bien comprendre que si les collectivités n'apportaient rien, Ford ne revenait pas à Blanquefort et le site fermait », martèle-t-il. Et de préciser qu'il s'agit de 15 millions, avec l'Etat, sur les 113 au total du projet.

Vers la diversification des activités

La fabrication de boîtes à six vitesses, pour 2013, de carters de moteurs, de doubles embrayages sont prévus pour relancer l'activité sur le site. FAI ne se contentera plus des transmissions automatiques. « Il faut laisser un peu de temps à cette réorganisation. Des

secteurs entiers sont démontés dans l'usine », relève Francis Wilsius. La CGT estime ces projets sérieux mais s'inquiète pour les emplois qui restent menacés. Environ 3 000 emplois indirects seraient concernés. Le chômage partiel a commencé la semaine dernière et va s'accroître en décembre.

— elsa provenzano